

-
-
- Member States' obligations to submit national implementation reports,
 2. The need for effective implementation of the sanctions measures, and
 3. The Committee's efforts in facilitating the work of humanitarian organizations in the DPRK, in particular through its humanitarian exemption mechanism.

The Acting Coordinator and non-proliferation and regional security expert of the Panel of Experts will subsequently elaborate in more detail on the main features of the DPRK sanctions, in line with the Panel's most recent findings and recommendations included in the Panel's final report. I would like to take this opportunity to reiterate my great appreciation to the Panel of Experts for their work, which is crucial to the success of the Committee. Its reports continue to offer invaluable insights and I strongly advise all to read them and to positively consider all recommendations addressed to Mem

questions and answers, and encourage Member States to make full use of this opportunity to engage with the Committee.

GOAL OF THE SANCTIONS

Colleagues,

The ultimate goal of the sanctions is to facilitate the achievement of a peaceful and comprehensive solution to the situation in the DPRK through dialogue. The resolutions reaffirm the Council's support to the Six Party Talks and call for their resumption. They also reiterate the goal of the complete, verifiable and irreversible denuclearization of the Korean Peninsula in a peaceful manner and the return of the DPRK to the Non-proliferation Treaty (NPT) and International Atomic Energy Agency safeguards.

NATIONAL IMPLEMENTATION REPORTS

Colleagues,

With regard to national implementation reports, you may recall that various resolutions require that Member States shall report within 90 days of their adoption on the concrete measures undertaken to effectively implement the 1718 sanctions. In [resolution 2397 \(2017\)](#), the Security Council introduced the requirement for

EFFECTIVE IMPLEMENTATION

Colleagues,

On effective implementation, I would like to stress that it is of utmost importance that the resolutions are fully implemented in order to ensure that the Security Council's measures are effective. To ensure full compliance, all Member States are urged to cooperate fully with the Committee and the Panel, and to supply, on a confidential basis if necessary, any information at their disposal on the implementation of the sanctions, including on any sanctions violation.

In order to foster a better understanding of the DPRK sanctions and improve the implementation of them, the 1718 Committee also continues to provide advice and guidance to Member States, international organizations and NGOs on how to proceed when implementing sanctions. Requests for guidance can be submitted to the Committee Chair and the Secretariat, after which these will be brought to the attention of the Committee.

EFFECTIVE OUTREACH

Colleagues,

Active communications and interactions among all the relevant stakeholders are an essential step toward the effective and comprehensive implementation of the sanctions. The Committee's outreach and dialofP6 (a)6 .goBut 0 Tw 112 451.082m 240.12 1 (t)-2 (a)4 (ke)-6 (hol-)-2 (pr)3 (ei94

This intention not to adversely impact the humanitarian activities has also led the Security Council to adopt resolution 2664 on 9 December 2022 introducing a standing humanitarian exemption to the asset freeze measures for all sanctions regimes, thereby permitting “the provision, processing or payment of funds, other financial assets, or economic resources, or the provision of goods and services necessary to ensure the timely delivery of humanitarian assistance or to support other activities that support basic human needs” by certain organizations as outlined in OP 1.

The Committee has updated [Implementation Assistance Notice No. 7 \(IAN No.7\)](#) in light of resolution 2664 (2022) and streamlined the process for obtaining humanitarian exemptions to facilitate the work of humanitarian actors and the delivery of aid to the DPRK. [IAN No. 7](#) provides information on the mechanism to obtain humanitarian exemptions, including the recommended format of exemption requests, information on routing to the 1718 Committee, and the approval process.

The Committee continues to have in place an expedited decision-making procedure of two working days to review and approve requests for urgent emergency humanitarian exemptions aimed at responding to pandemic outbreaks, like COVID-19, or natural disasters. Given that protection measures are still applied by the DPRK government, this expedited procedure has also been used for extension and amendment requests for previously approved exemption requests.

The Committee has also approved, on an exceptional basis, a number of requests for longer exemption timeframes to allow for the import of essential items.

All relevant information regarding the humanitarian activities is available in the Committee's reports. BDC 0.15mle 9i w 23.5o

INTRODUCTION

Excellences, Mesdames les représentantes, Messieurs les représentants, chers collègues,

Au nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), de son groupe d'experts et du Secrétariat, j'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette réunion publique d'information sur les sanctions imposées par le Conseil de sécurité à la République populaire démocratique de Corée.

L'objectif de la présente réunion est de donner aux États Membres des informations sur la portée des sanctions, le mandat et les activités du Comité et les principales conclusions et recommandations formulées par le Groupe d'experts dans le plus récent de ses rapports finaux, publié le 7 mars 2024 comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/2024/215 et disponible à la rubrique « rapports » sur le [site Web du Comité](#).

Les mesures de sanction relevant du Comité créé par la résolution 1718 (2006) sont les plus exhaustives actuellement imposées par l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes donc conscients que leur mise en application n'est pas une mince affaire pour les États Membres et qu'elle peut poser différents défis. Le Comité se tient à la disposition des États Membres pour les aider à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et leur donner des orientations lorsqu'ils en font la demande. Dans cette optique, avec l'appui du Secrétariat, il veille également à tenir à jour son [site Web](#), notamment la page Web consacrée aux [notices d'aide et aux fiches d'informations](#), qui apporte aux États Membres des précisions concernant diverses dispositions des mesures de sanction.

En ma qualité de Présidente du Comité créé par la résolution 1718 (2006), j'aimerais, dans le cadre de mes observations préliminaires, aborder les trois points suivants :

4. l'obligation qui incombe aux États Membres de présenter des rapports nationaux de mise en œuvre ;
5. la nécessité d'appliquer efficacement les mesures de sanction ;
6. les efforts faits par le Comité pour faciliter le travail des organisations humanitaires en République populaire démocratique de Corée, en particulier par l'intermédiaire de son mécanisme de dérogation pour raison humanitaire.

Le Coordonnateur par intérim et spécialiste de la non-prolifération et de la sécurité régionale du Groupe d'experts présentera ensuite plus en détail les principaux éléments du régime de sanctions imposé à la République populaire démocratique de Corée, dans le prolongement des conclusions et recommandations les plus récentes du Groupe d'experts, figurant dans son rapport final. Je saisis cette occasion pour renouveler tous mes remerciements au Groupe d'experts pour le travail qu'il accomplit, qui est indispensable au succès des activités du Comité. Les rapports établis par le Groupe continuent de donner des indications précieuses, et je conseille vivement à

chacun de les lire et d'examiner favorablement toutes les recommandations adressées aux États Membres, notamment celles qui figurent à l'annexe 112 du dernier rapport en date. Je tiens également à remercier les États Membres, les entités et les personnes qui ont bien voulu répondre aux demandes d'information soumises par le Groupe d'experts.

des informations sur l'intégration des mesures de sanction dans leur législation nationale, et je prie ceux qui ne l'ont pas encore fait de présenter leurs rapports au Comité dans les meilleurs délais. Les États Membres ont également été contactés, au sujet de leur rapport national de mise en œuvre, par le Groupe d'experts ; vous trouverez un certain nombre de réponses fournies dans son rapport final. J'espère que d'autres informations seront prochainement disponibles et j'attends avec intérêt les nouvelles informations qui figureront à ce sujet dans le prochain rapport. Les rapports de mise en œuvre contribuent grandement à la capacité du Comité et de son groupe d'experts de soutenir les États Membres à appliquer les résolutions dans leur intégralité.

Enfin, mon équipe, le Groupe d'experts et le secrétariat du Comité se tiennent à la disposition des États Membres pour les aider à établir et à présenter leurs rapports de mise en œuvre. N'hésitez pas à nous contacter.

21 0 Td(422)Tj-0.0 MCID 2 BDC 0.2555 -1.15 T522ésAPn

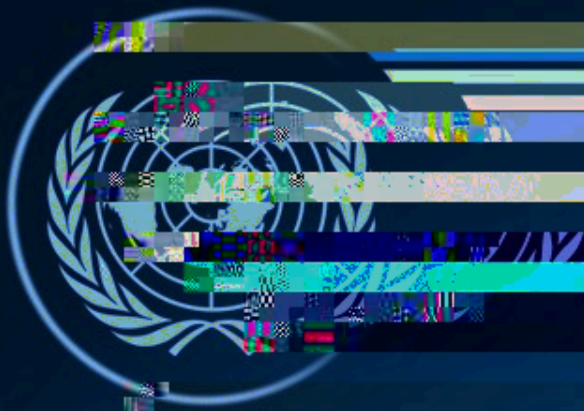
éclaircissement supplémentaire dont ils auraient besoin lors de l'élaboration de leurs demandes de dérogation.

CONCLUSION

Chers collègues,

Pour terminer, je tiens, au nom du Comité créé par la résolution 1718 (2006), à vous remercier de votre aimable attention. Je vais maintenant donner la parole au Coordonnateur par intérim du Groupe d'experts. À l'issue de son exposé, je donnerai la parole à l'auditoire afin que vous puissiez poser toutes vos questions concernant les sanctions visant la République populaire démocratique de Corée, la mise en œuvre des obligations qui incombent aux États Membres ou encore les travaux du Comité et du Groupe d'experts.

Monsieur le Coordonnateur par intérim, vous avez la parole.



D
2024
(/2024/2015)

Acting Coordinator
UN DPRK Panel of Experts
New York
20 March 2024

Mandate and activities

- ! ""#"\$%&' ()\$*)\$+() , * - - #\$\$((
- ! ""#"\$%&' ()\$*) . (- / (0)1\$\$("\$
- 2&3("\$#4%\$#*&'5)
 -
- 2&6*0 - %\$#*&5
 -

2024 Final Report overview

Nuclear programme

- ! "#\$%& ' (\$)*+,--+.#/\$0),-1,-#2\$3#40,#/\$,*\$, "#\$ /#1#4*5 6 #+,\$*7\$+.)4#03\$ 8 #05*+2\$0+/\$53*/.),-+*\$*7\$ +.)4#03\$7-22-4# \$ 60,#3-042\$-+\$1-*40,-+*\$*7\$9 :\$;#) .3-,<\$ =* .+)-4\$3#2*4. ,-+*2>\$04,"* .?"\$+*\$+.)4#03\$,#2,\$"02\$@##+\$ /#,#),#/\$2-+)# \$;#5,# 6 @#3\$ABCDE\$
- F*+?@<*+\$;-,#G\$! "#\$H I J K#L\$3#0),*3\$)*+,--+.#/\$,*\$ *5#30,#E\$M\$+# 8 \$N J ' \$3#0),*3\$@#)0 6 #*\$5#30,-+*04\$02\$ -+/-)0,#/\$@<\$2-?+7-)0+,\$0 6 * .+,2\$*7\$80,#3\$/-2)"03?#2\$ 2-+)#O),*#@3\$+#03\$,"# \$ (.3<*+?\$ ' -1#3E\$=*+2,3.),-+*\$ 0),-1,-#2\$"01#)\$)*+,--+.#/E
- & .+??<#P3-\$+.)4#03\$,#2,\$2-,#G\$ 6 -+*3\$0),-1,-#2\$"01#)\$)*+,--+.#/E
- ! 8*\$)3. -2#\$ 6 -22-4#2\$3#5*3,#/4<\$40 .+)"#/\$02\$Q0\$7-3-+?\$ /3-44\$7*3\$ 2-6 .40,#/\$,0),-)04\$+.)4#03\$0,(0)RS\$! "#2#>\$0+/\$,"#/\$-2540<\$*7\$,"#5. 35*3,#/\$,0),-)04\$+.)4#03\$ 8 #05*+T 8 020+PUC>\$. +/#34+#\$ %& ' (\$#77*3,2\$,*\$ /#1#4*5\$0\$,0),-)04\$+.)4#03\$ 8 #05*+2\$ 53*?30 6 6 #E

! "#\$%& ' ()*+'%, \$k-%. / &#+\$k0 ! 1



- ! " # \$ % & ' () * (+ , - %) ' % . / + (& 0 % 1 / .. * 2) * & % 3 * 2 2 * . , 2 % / (- % 2 /) , .. *) , 2 %
 - 4 0 * 5 - % . / + (& 0 % ' 6 % / % 7 8 / 2 ' (9 : ; < %) 0 5 , , : 2) / 9 , %
 - = > ? @ A % @ * . *) / 5 B % ' 1 2 , 5 C /) * ' (% 2 /) , .. *) , % D . / & , - %
 - * () ' % ' 5 1 *) % E , (9 * (, % & ' 3 1 * (/) * ' (2 % 2 * 3 * . / 5 %) ' %
 - 7 8 / 2 ' (9 : ; F % = > ? @ G H %
- " + 5 D ' 5) , - % 1 / .. * 2) * & % 3 * 2 2 * . , % 2 + 1 3 / 5 * (, %
 - & ' 3 3 * 2 2 * ' (, - A % B ,) %) ' % 1 , % 2 , / :) 5 * / .. , - H
- ! " # \$ % 2 /) , - %) 0 /) % *) 2 I # ? @ 2 % / (- % (, 8 % 2 + 1 3 / 5 * (, %
 - & ' + . - % 2 , 5 C , % / 2 - , . * C , 5 B % 2 B 2) , 3 2 % 6 ' 5 % (+ & . , / 5 %
 - 8 / 5 0 , / - 2 H
-

- $> '()^{*} (+^{*}(9\%, C/2^{*}' (\% 1B\% ! " \# \$ \% '6\% 2/ (&)^{*}' (2\%$
 $' (\%, OD'5)2$

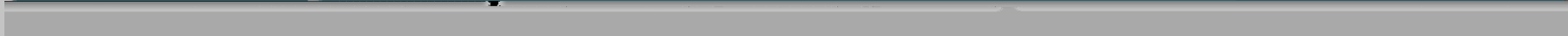
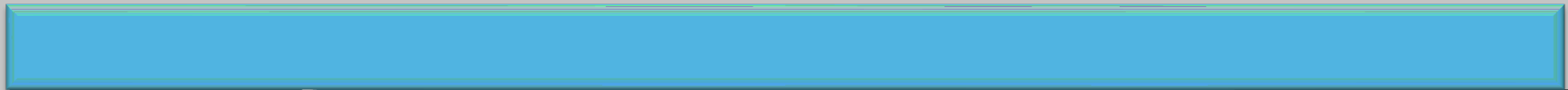
2024 Final Report overview

DPRK Trade

- 40, % ' C, 5 / .. % 5, & ' 5 - , - %) 5 / - , % C ' . + 3 , % ' 6 %
) 0, % ! " # \$ % 6 5 ' 3 % K / (+ / 5 B %) ' % I , D) , 3 1 , 5 %
V W V X % E Y ; Z Z [3 G % 2 + 5 D / 2 2 , - %) 0 , %) ') / . % 6 ' 5 %
V W V V % E Y ; V V V 3 G H
- 40, % " / (, . % & ' () * (+ , - %) ' % 3 ' (*) ' 5 % 9 ' ' - 2 %
) 5 / - , - % + (- , 5 % 2 / (&) * ' (, - % & /) , 9 ' 5 * , 2 P %
/ (- %) ' 2 , , R % @ , 3 1 , 5 % I) /) , 2 \ % 5 , 2 D ' (2 , 2 %
) ' % , (Q + * 5 * , 2 % / 1 ' +) % 5 , & ' 5 - , - %) 5 / - , %
/ &) * C *) B H
- @ ' 2) % 5 , 2 D ' (- * (9 % @ , 3 1 , 5 % I) /) , 2 %
* (- * & /) , - %) 0 /) (' % 5 , & ' 5 - , - %) 5 / - , %
/ &) * C *) B % 8 *) 0 % ! " # \$ % 0 / - %) / R , (% D . / & , P %
' 5 %) 0 /) % 8 5 ' (9 % & ' + () 5 B % & ' - , 2 % 0 / - % 1 , , (%
+ 2 , - P % ' 5 %) 0 /) % *) , 3 2 % 8 , 5 , % , 0 , 3 D) , - % ' (%
0 + 3 / (*) / 5 * / (% 9 5 ' + (- 2 H %

Embargoes, designated entities and individuals and overseas workers (1)

- ! "#\$%&'%(\$)*+,-.#/\$00\$+1/#/\$ '2\$1,,#3#.\$(%1*/2#%/\$ '2\$
1%4/\$1*.\$%#,1(#.\$41(#)1,/\$)*5',5)*3\$6789:\$;#5#*\$
1%#*\$*#<\$('\$("#\$&#%)' .\$-* .#%\$%#5)#<:
- =1/#\$>\$+'5#%/\$(%1*/2#%/\$?@\$/#1\$'2\$,1%3#*\$-4?#%/\$'2\$
/"&&)*3\$+'*(1)*#%/\$?#(<##*\$81A)*\$7'(%(\$))*\$6789\$
1*.\$6-*1@B\$-/#.\$?@\$("#\$8-//)1*\$C15@B\$D1*.\$
*#)3"?'-%)*3\$&'%(/E\$)*\$("#\$8-//)1*\$F#.##1()'*:\$
G#4?#%\$;(1(#\$)*2'%41()'*\$)*.)+1(#.\$



2024 Final Report overview

- 40, % " / (, . % * (C , 2) * 9 /) , - % ! " # \$ \ 2 % , O D . ' *) /) * ' (% ' 6 %] ' * () % C , () + 5 , 2 P % ' 6 6 2 0 ' 5 , % , () *) * , 2 P % 2 0 , .. % & ' 3 D / (* , 2 % / (- % C * 5) + / . % / 2 2 ,) 2 % E & 5 B D) ' & + 5 5 , (& * , 2 G %) ' % / & & , 2 2 %) 0 , % * () , 5 (/) * ' (/ . % 6 * (/ (& * / . % 2 B 2) , 3 H %
- 40, % " / (, . % & ' () * (+ , - %) ' % * (C , 2) * 9 /) , %

2024 Final Report overview

Unintended humanitarian effects of sanctions

- ?/2, -% '((%*(6'53 /))*(% 65' 3 % /% C/5*,)B% '6%2'+5&, 2P%)0, 5, % &/ (% 1, % .*)., % - '+1)%0/)% L ^% 2/ (&)*' (2% / (-%)0, *5% * 3D., 3, ()/)*' (% 0/C, % +(* (), (-, -% , 66, &)2% ' (%)0, % 0+ 3 / (*)/5* / (% 2*)+ /)*' (% / (-% / * -% 'D, 5/)*' (2% / .)0' +90%)0, *5%5, . /)*C, %*(6.+ , (&, %0/2%., 22, (, -%2*(&, % , /5.B% VWVWH% #, .*/1., % - /)/% /5, % . /&R*(9P% /2% *2% /% 3,)0' - '. '9B%)' % - *2/995, 9/), % 3+.)*. /), 5/ .% 2/ (&)*' (2%65' 3 % ')0, 5%6/&)' 52H
- !, 2D*), %2' 3, %D' 2*)*C, % - , C, . 'D3, ()2*(%)0, %2, &' (-%0/.6% '6%VWVX%0+ 3 / (*)/5* / (% /&)' 52% &' ()*(+, % %)/2#()i' ()*

Recommendations

- =% ')0+)>/.&(1.% >/+(%)@% #1') 6 6 10.&(/)0+% ()% (21% I1' ,*/(8% U) ,0' />9% SVSW% U) 6 6 /((119% H1 6 -1*% I(&(1+%&0.%)(21*+%/+%&(=%001Q%SSKD
- E21% "&01>%)@@1*+% KT% #1') 6 6 10.&(/)0+% 5+) 6 1%)@% G2/'2% &*1% *1<1(/(/)0+%)@% <*1C/) ,+% *1') 6 6 10.&(/)0+A9% ')C1*/OB% -&>>/+(/'% 6 /++/>1+9% (*&.1% &0.% ' ,+() 6 +% /++ ,1+9% /6 <>1 6 10(&(/)0%)@% (21% > ,Q ,*8% B)) .+% -&09%)C1*+1&+

Support to States (1): BM programme

Support to States (2) – Cyberhygiene good practices

=001Q%SMS%Y%U) 6 </>&(/)0%)@%'8-1*+1', */(8%') 6 6 , 0/(8Z+%1@@1' (/C1%<*&' (/ ' 1+%
E*&/0/0B
U*1 . 10(/&>+
=<<>8% [1*)%E*, +(%<*/0' /<>1+(%)%>/ 6 /(%(21%/ 6 <&' (%) @%&0%&((&' 7%) 0%&0%
) *B&0/; &(/) 0
\ &* . G&*19%+)@(G&*19%01(G)*7+9%&0. % . &(&
! 1(1' (/) 0%&0. %*1+<) 0+1
U*8<() ' , **10' 8N+<1' /@/'





UN sanctions and the DPRK

Contacts

! "#\$% ' & \$ ' () "#% * + ' " (\$

, ' - ' + \$ + . & \$ / & 0 1 * 2 & \$ ") \$ + . & \$ 3 4 3 5 \$ 6 " % % ' + + & & 7

! " " # \$ % & & ' ' ' () * (+ , - & \$. /) , 0 " 1 / +) * / 0 2 & \$ 3 * / " 0 + * \$ & 4 5 4 6

6 " (+ * 8 + \$ + . & \$ 9 * (& : \$ ") \$; < 1 & # + - 7

7 # # 3 8 # + . 4 6 5 9 :) * (+ , -

\$\$